

UNE BELLE VICTOIRE D'ETAPE

64,8%, tel est le score incroyable qu'a fait la liste Blumenthal dans le XII^e arrondissement de Paris, au deuxième tour des élections municipales. Mais l'ampleur de l'abstention doit tempérer l'euphorie : trop de citoyens sont restés sur les gradins, à contempler un match qui les concernait pourtant directement. Ce mélange d'indifférence et de fatalisme est préoccupant.

À cette belle victoire, je trouve quatre explications, qui valent aussi pour le succès remporté par Bertrand Delanoë à Paris et ceux de nombreux maires de gauche à travers la France.

Premièrement, la personnalité de la candidate ou du candidat : proche des gens sans être démagogue, honnête sans être donneur de leçons, bon gestionnaire des services publics de proximité. Le sérieux de l'entrepreneur l'a emporté sur le boniment du bateleur, dont les adversaires n'ont pas été économes.

Deuxièmement, l'équipe des militants qui ont battu la campagne. Je ne pense pas seulement aux colistiers qui se sont naturellement engagés dans le combat politique mais aussi à tous les jeunes et moins jeunes, complètement désintéressés, qui se sont levés de bon matin pour distribuer des tracts aux entrées de métro, qui ont fait vivre des sites Internet, qui ont monté et démonté des salles de réunions, qui ont composé des comités de soutien ou organisé des manifestations festives. Sur le 12^e, ils étaient près de 80, et cette présence sur le terrain, au contact des citoyens, a fortement contribué à faire la différence. Quand rendra-t-on hommage au militant anonyme, qui a fait les belles campagnes de 1981, 1997 et 2008 ?

Troisièmement, le bilan et le projet. On ne change pas de marque de voiture quand celle qu'il faut remplacer a donné satisfaction. Les consommateurs de politique locale sont très sensibles aux promesses réalisées, gages précieux pour tenir les engagements à venir. Ce langage de représentant de commerce peut sembler trivial quand on l'applique au noble art de la politique, mais l'horizon de nos concitoyens s'est raccourci dans le temps comme dans l'espace. Les « politiques » les ont tant bercés d'illusions, les médias les ont tant étourdis d'émotions, qu'ils cherchent désormais leurs clés au pied du réverbère. Des places de crèches ont été livrées, des écoles construites, des logements sociaux financés, les repas dans les cantines ont été

améliorés, un joli tramway et de beaux Vélib sont apparus. Autant faire confiance à ceux qui ont réalisé cela et qui promettent de faire aussi bien et même mieux (40000 logements sociaux après 30 000) dans les six années à venir.

Quatrièmement, la faiblesse des adversaires. Ce n'est guère élégant à écrire après qu'ils ont été défaits, mais l'expérience du XII^e arrondissement que j'ai vécue démontre qu'un candidat parachuté et distrait, servi par une équipe étriquée, et porteur d'un projet plus dense en attaques des personnes qu'en solutions des problèmes de la vie quotidienne, n'a pas rencontré grand écho auprès des habitants.

Le temps de la jubilation a été bref mais intense. Je me souviendrai d'être brièvement passé dimanche soir, dans une boîte de la rue du Faubourg Saint Antoine, regarder les militants du 12^e se lancer dans une joyeuse salsa, dont on m'a dit qu'elle a duré toute la nuit.

Une nouvelle équipe autour de Bertrand Delanoë va se mettre au travail sur Paris et nombreux sont ceux qui commencent à songer à la prochaine étape, celle de la reconquête de la responsabilité nationale en 2012, date des prochaines élections présidentielles et législatives.

Quatre ans, ce n'est pas si long pour un Parti socialiste qui n'a aujourd'hui ni leader, ni équipe, ni projet mais qui est à peu près assuré d'avoir un adversaire redoutable. Le Président actuel a la ferme intention de partir pour un prochain mandat avant de devenir le Président de l'Europe et pourquoi pas ensuite le secrétaire général des Nations unies ? Sa soif de pouvoir n'a pas de limite.

Dans quel ordre procéder ? L'esprit rationnel que je suis, mais la politique est rarement rationnelle, commencerait par le projet, le choix du candidat se faisant un an avant l'élection présidentielle, parmi les personnalités qui se seraient préparées à cet effet et seraient entourées d'équipes solides.

Deux ans pour comprendre la société française et l'économie mondiale, ce n'est pas si long : il faut aller à la rencontre des citoyens, dialoguer avec les entrepreneurs et les syndicalistes, écouter les associations et les intellectuels. C'est un travail de longue patience qui n'a rien à voir avec les réunions de week-end où les professionnels du Parti font tourner les moulins à prières de discours mille fois ressassés.

Comprendre la France telle qu'elle est, l'Europe telle qu'elle fonctionne, la mondialisation dans ses contradictions, ce n'est pas rien et demande des qualités d'écoute, de réflexion et d'imagination qui ne sont plus les qualités dominantes des commissions permanentes du Parti socialiste, ni des élus qui cumulent à plaisir les mandats nationaux et locaux.

Pendant ces deux années d'effervescence programmatique, les candidats à la candidature s'échaufferaient en voyageant, en consultant, en lisant de l'histoire et de la géographie, en rassemblant des groupes peu nombreux mais talentueux. Ensuite de belles primaires, à l'américaine, mettraient en évidence

leur résistance physique, leur force de caractère et leur adhésion au projet collectif.

Voici un beau scénario idéal, celui que suivent la plupart des démocraties européennes, et qui ont fait émerger Blair et Zapatero, Prodi et Merkel. Malheureusement, nous sommes les seuls en Europe à avoir des élections présidentielles qui personnalisent et médiatisent à l'excès le choix du chef de l'exécutif et qui minorent le rôle du Parlement et même celui du gouvernement.

Le Parti socialiste risque d'être condamné à faire les choses à l'envers : choisir son leader puis définir son projet. Le tournant à prendre est historique. Le Parti socialiste a connu deux grands cycles depuis la guerre. Un cycle SFIO, déclamation et compromission, symbolisé par Guy Mollet qui, dans des réunions enfumées, a confisqué l'héritage de la Résistance et la modernité du mendésisme. Ce cycle s'est achevé à Épinay en 1971 pour laisser place au cycle Mitterrand. Ce cycle brillant, marqué par la victoire et les réformes historiques de 1981, s'est prolongé jusqu'en 2000, quand le gouvernement Jospin s'est retranché dans une gestion timorée. Aujourd'hui, il faut inventer et incarner autre chose que le double langage ou la gestion à courte vue. Comment « changer la vie » ? Comment prendre « un temps d'avance » dans un monde dangereux où nous accumulons les retards ? Comment « gouverner, c'est choisir » ? Comment redonner chair à ces trois proclamations qui ont fait rêver les Français ? Telles sont les questions.

Avec sa fougue habituelle, Ségolène Royal a annoncé sa candidature, sans dévoiler ni équipe ni projet. Elle reconnaît elle-même avoir participé à la récente bataille présidentielle sans programme crédible. Et, malheureusement, elle ne semble pas avoir renoncé à la démocratie d'opinion, c'est-à-dire à un programme composé en fonction des attentes immédiates des Français, attentes contradictoires et pleines d'illusions sur les marges de manœuvre. Et elle lance des appels irréfléchis, comme celui d'une alliance avec le fantomatique Modem.

Sa déclaration a aussitôt provoqué la formation d'un cartel des Non, composé d'avatars du mollétisme et de nostalgiques du mitterrandisme. Ils n'ont pas l'ombre d'un projet sur la relance du progrès économique, social et écologique en France, en Europe et dans le monde.

Reste l'énigme Delanoë, qui se résoudra certainement d'ici l'été.

Depuis 2000, je rêve d'un nouveau Mendès-France, qui dise la vérité aux Français ; qui répartisse équitablement les sacrifices nécessaires ; qui redonne du tonus aux forces vives du pays, les entreprises plutôt que les corporations, les syndicats plutôt que les officines, les associations plutôt que les groupes de pression.

Mendès ou le déclin : un choix cornélien !

Christian Sautter